

COMMUNIQUE

Bruxelles, le 25 février 2005

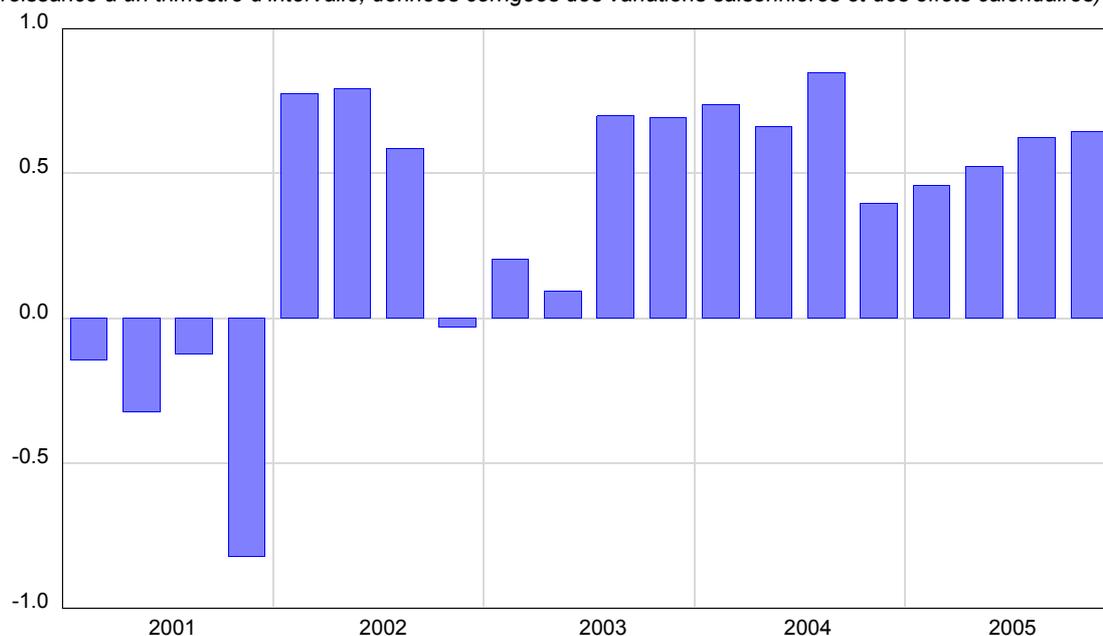
Budget économique 2005 (contrôle budgétaire)

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre de l'Economie les chiffres du budget économique. Ces prévisions macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire de l'année 2005. Comparativement aux prévisions de septembre dernier (budget initial 2005), l'estimation de la croissance du PIB à prix constants a été revue à la baisse (de 2,5% à 2,2%). En 2005, l'emploi intérieur devrait croître de 34.400 unités en moyenne annuelle et l'inflation devrait s'établir à 2%.

L'année passée, la croissance économique en Belgique a atteint 2,7% (PIB à prix constants). La reprise économique, qui s'est amorcée à la mi-2003 sous l'impulsion de la conjoncture internationale, s'est traduite par des taux de croissance trimestrielle successifs de 0,7 à 0,8% avant de retomber à 0,4% au quatrième trimestre 2004. Durant l'année 2005, la croissance économique devrait reprendre de la vigueur (passant de 0,5% au premier trimestre à 0,6% au quatrième). Ce profil ascendant repose principalement sur les exportations, qui se renforcent progressivement à mesure que l'impact des hausses récentes des prix du pétrole et de l'appréciation de l'euro s'estompe. Dans l'ensemble, la croissance du PIB à prix constants devrait toutefois rester limitée à 2,2%.

Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants

(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)



Les échanges extérieurs subissent l'appréciation de l'euro et l'augmentation du prix de pétrole

A la fin de l'année passée, la progression des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique s'est ralentie suite aux taux de croissance plus modestes enregistrés tant aux Etats-Unis qu'en Asie et dans la zone euro. Outre les perspectives moins favorables au niveau des débouchés extérieurs, les exportations belges au premier semestre 2005 devraient également subir la pression de l'appréciation de l'euro au cours des deux derniers trimestres de 2004, qui a pesé sur la compétitivité de la zone euro par rapport aux autres zones monétaires. En 2005, les exportations devraient bénéficier de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale, tandis que les effets négatifs des fluctuations du taux de change sur la compétitivité devraient se dissiper, ce qui réduirait quelque peu la perte de parts de marché. La croissance des exportations ne devrait toutefois pas dépasser 5,3 %, contre 5,5 % en 2004. Comme l'année passée, les importations progressent plus rapidement que les exportations, si bien que les exportations nettes contribuent négativement (-0,1 point de pourcent) à la croissance. Cependant, l'excédent des opérations courantes de la Belgique avec le reste du monde se stabilise suite à l'amélioration des termes de l'échange.

La consommation et les investissements continuent à soutenir la croissance

En 2005, la croissance de la demande intérieure devrait fléchir, retombant à 2,3 %, contre 3 % en 2004. Ce repli s'explique par l'énorme augmentation des stocks en 2004 (contribution positive de 1 point de pourcent à la croissance du PIB), phénomène qui ne devrait pas se répéter en 2005.

Par ailleurs, l'activité économique devrait être un peu moins soutenue par les dépenses de consommation finale des ménages. Par rapport au revenu disponible réel, la consommation privée a augmenté à un rythme soutenu au cours des deux dernières années, affichant chaque fois un taux de croissance de plus de 2 %. De ce fait, le taux d'épargne a cédé 2,5 points de pourcent durant cette période, retombant ainsi à 14,1 %. Cette année, avec une croissance de 1,8 %, la consommation devrait -pour la troisième année consécutive- progresser plus vite que le pouvoir d'achat (+1,4 %), ce qui se traduit par une nouvelle baisse, certes modeste, du taux d'épargne. Cette baisse doit être mise en rapport avec la confiance des consommateurs, qui est repartie à la hausse après un léger repli au quatrième trimestre 2004, le premier fléchissement depuis le mouvement à la hausse observé depuis avril 2003. En 2005, la confiance des consommateurs devrait être également soutenue par l'évolution du marché du travail.

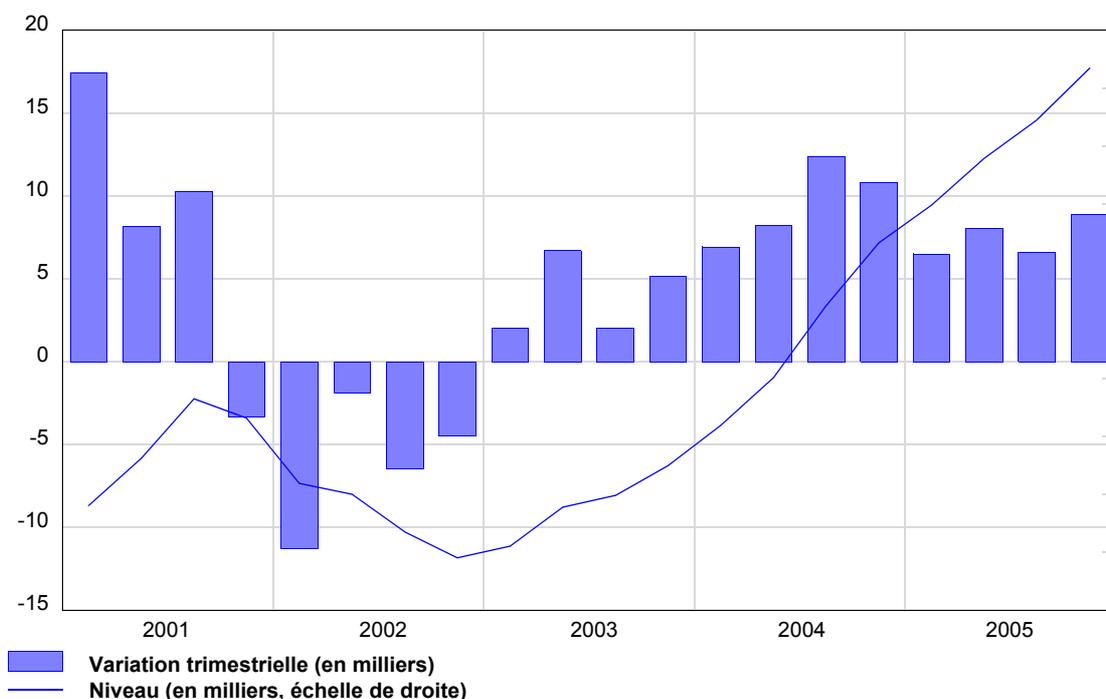
Du côté des investissements, 2005 devrait afficher une nette progression par rapport à 2004, année durant laquelle les investissements des entreprises avaient pourtant déjà renoué avec la croissance (+1,8 %) après deux années de repli. En 2005, la poursuite du redressement de la rentabilité des entreprises, les taux d'intérêt toujours bas et l'amélioration progressive des perspectives de demande au cours de l'année devraient soutenir la croissance réelle des investissements des entreprises, qui atteindrait ainsi 3,3 %. On prévoit par ailleurs une forte augmentation des travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux dans la perspective des élections communales de 2006 et une chute des ventes de bâtiments publics au secteur privé (en comptabilité nationale, les ventes de bâtiments publics sont considérées comme un désinvestissement des pouvoirs publics compensé par un investissement des entreprises). Ceci se traduirait par une forte augmentation (de près de 28 %) de la croissance réelle des investissements

publics en 2005. Les investissements en logements devraient continuer à croître sous l'effet conjugué de la plus forte croissance du revenu disponible des ménages et du bas niveau des taux hypothécaires.

L'emploi en hausse de 34.400 unités

Depuis le premier trimestre 2003, l'emploi intérieur évolue favorablement à la hausse. En moyenne annuelle, la création d'emplois en 2003 est restée limitée, du fait que l'emploi réagit avec un certain retard à l'amélioration de la conjoncture. Dans le courant de l'année 2004, la création d'emplois s'est accélérée sous l'impulsion de la poursuite de l'embellie conjoncturelle. En moyenne annuelle, le nombre d'emplois a augmenté de près de 29.000 unités par rapport à 2003. En 2005, l'emploi continuerait à croître, même si le rythme est moins soutenu en raison du ralentissement de la croissance. Cette année, profitant de la dynamique favorable de 2004, le niveau moyen de l'emploi devrait afficher 34.400 unités de plus que l'année passée. Le taux d'emploi progresserait ainsi légèrement, passant de 61,8 % en 2004 à 62,1 % en 2005. Le taux de chômage se tasse quelque peu en 2005, compensant ainsi la hausse enregistrée au cours du second semestre 2004. En moyenne annuelle, le taux de chômage reste néanmoins inchangé à 7,8 %.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
(données corrigées des variations saisonnières)



Une quasi-stabilisation de l'inflation à 2 %

L'inflation, mesurée sur base de l'indice national des prix à la consommation, devrait atteindre 2 % cette année, contre 2,1 % en 2004. Cette légère baisse est principalement liée à une légère diminution des prix du pétrole dans le courant de 2005, qui réduit la contribution des produits énergétiques à l'inflation. L'inflation sous-jacente, qui reflète la tendance fondamentale des prix à la consommation, reste stable à 1,5 %, suite à la récente appréciation de l'euro et à l'évolution modérée des coûts salariaux. Cette stabilisation cache toutefois un recul de l'inflation sous-jacente au cours de l'année 2004, qui ferait place cette année à une légère remontée, à mesure que la hausse des prix du pétrole se répercute dans l'évolution des prix des autres biens et services. L'indice santé, qui n'est pas influencé par les fluctuations des prix des carburants, devrait, comme l'année passée, progresser moins rapidement que l'indice national des prix à la consommation (1,6 % en 2004 et 1,8 % en 2005).

Suite au dépassement de l'indice pivot en septembre 2004, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique ont été adaptés à l'augmentation du coût de la vie à hauteur de 2 %, respectivement en octobre et en novembre. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 116,15) ne devrait pas être dépassé en 2005.

Contact : Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf mention contraire

	2002	2003	2004	2005
Dépenses de consommation finale des particuliers	0,3	2,2	2,1	1,8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2,3	2,7	2,1	1,3
Formation brute de capital fixe	-3,7	-0,9	1,5	5,0
Dépenses nationales totales	0,5	1,7	3,0	2,3
Exportations de biens et services	1,5	1,7	5,5	5,3
Importations de biens et services	1,0	2,3	6,1	5,6
Exportations nettes (contribution à la croissance du PIB)	0,4	-0,4	-0,3	-0,1
Produit intérieur brut	0,9	1,3	2,7	2,2
Indice national des prix à la consommation	1,6	1,6	2,1	2,0
Indice santé	1,8	1,5	1,6	1,8
Revenu disponible réel des particuliers	0,1	1,1	0,6	1,4
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	16,6	15,5	14,1	13,8
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-12,3	2,3	28,6	34,4
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,3	7,9	7,8	7,8
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	5,7	4,4	2,9	2,9
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	94,3	113,0	124,4	130,8
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	3,3	2,3	2,1	2,3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5,0	4,1	4,1	3,6